

Module 11 : Raisonnement sur l'Union Européenne

Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

Cette partie comporte trois documents.

À l'aide du dossier documentaire et de vos connaissances, vous montrerez que l'union économique et monétaire renforce les interdépendances entre les politiques conjoncturelles des États membres.

DOCUMENT 1

L'Union économique et monétaire (UEM) mise en place en 1999 avec la création de l'euro vient d'être confrontée au cas d'école qu'on pouvait redouter. Est-elle bien armée pour gérer une crise économique majeure avec, d'un côté, une politique monétaire unique axée sur la stabilité des prix et, de l'autre, des politiques budgétaires nationales encadrées par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) ?

La Banque centrale européenne (BCE) a reçu pour mission d'assurer, en toute indépendance des pouvoirs politiques, la stabilité des prix dans la zone euro. Les traités européens sont formels sur la priorité de cet objectif. Pour le respecter, la BCE s'est dotée d'une stratégie qu'elle a appliquée scrupuleusement depuis la naissance de l'euro. D'ailleurs, elle n'a eu de cesse, en régime normal, d'insister sur la cohérence de toutes ses décisions au regard de la stabilité des prix. [...] Le Pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre général de la coordination des politiques économiques prévue par les traités depuis la création de l'euro. Il répond aux dispositions stipulant que les États membres « évitent les déficits excessifs ». Le PSC entend imposer aux participants à la zone euro une culture de stabilité des finances publiques. Il s'agit d'empêcher que la situation budgétaire d'un État entraîne une fragilisation de l'ensemble de la zone monétaire en diffusant, à travers des effets de débordement, des pressions inflationnistes, des tensions sur les taux d'intérêt et une perte de la valeur externe de l'euro. En effet, un déficit public et l'accroissement de la dette d'un État membre peuvent entraîner, pour l'ensemble de la zone euro, des pressions sur les prix (par une augmentation de la demande de biens et services) et sur les taux d'intérêt (par un surcroît de demande de financement), tout cela risquant de générer, en plus, des impacts négatifs sur la valeur externe de la monnaie unique. De fait, le PSC vient largement en appui de la politique de stabilité des prix pilotée par la BCE.

Source : « L'euro et le PSC dans la tourmente », Michel DEVOLUY, Cahiers français n°359, novembre-décembre 2010.

DOCUMENT 2

L'adoption d'une même monnaie par différents pays supprime l'ensemble des coûts liés aux variations des taux de change⁽¹⁾ des monnaies entre elles. De ce fait, les échanges entre les différents pays de la zone sont facilités par la seule suppression des taux de change. Le poids du commerce intrazone augmente, ce qui favorise la transmission des fluctuations d'une économie à l'autre. En effet, une accélération de la croissance dans un des pays accroît les importations en provenance des autres pays, tirant ainsi la croissance du reste de la zone dans son sillage. Les fluctuations des économies nationales tendent ainsi à devenir similaires, tout en se synchronisant. L'adoption d'une monnaie unique permet ainsi une convergence des fluctuations économiques, cette convergence permettant en retour la définition d'une seule politique monétaire pour l'ensemble des pays de la zone.

Source : La crise de l'euro, Patrick ARTUS et Isabelle GRAVET, 2012.

(1) Taux de change d'une monnaie : prix de cette monnaie par rapport à une autre.

DOCUMENT 3

Déficit (-) ou excédent (+) public dans cinq pays de l'union économique et monétaire européenne (en % du PIB)

	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	-0,1	-3,1	-4,1	-0,8	0,2
Danemark	3,2	-2,7	-2,5	-1,8	-4,0
Espagne	-4,5	-11,2	-9,7	-9,4	-10,6
France	-3,3	-7,5	-7,1	-5,3	-4,8
Italie	-2,7	-5,5	-4,5	-3,8	-3,0

Source : Eurostat, 2013.